

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 07 avril 2025 N° 515 PRIX : 100 FCFA

NOUS SOMMES TOUS DE LA «*CHIENLIT*» !



Des travailleurs de la société EPSA-Ivoire (Société d'exploitation minière) à Angovia dans le région de Bouaflé en greve pour de meilleurs salaires le vendredi 8 fevrier 2025.

- **Sommaire au verso**
-



Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Nous sommes tous de la «chienlit» !

Pages 4-9 Côte d'Ivoire :

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- ▶ Grève des enseignants : la lutte continue !
- ▶ Filtisac : dégradation des conditions de travail
- ▶ Témoignage d'un travailleur : quel est notre avenir ?
- ▶ Belyta : Les travailleurs s'organisent pour reprendre la lutte
- ▶ Cico, chantier pk24 : la mobilisation continue !

LEUR SOCIÉTÉ

- ▶ Ne pas se laisser prendre au piège des politiciens
- ▶ Corruption dans l'achat et l'attribution des terrains
- ▶ Une justice de classe
- ▶ Madame la ministre cherche des syndicats-maison
- ▶ Encore une « mesure » pour amuser la galerie !
- ▶ Le gouvernement fait du cinéma !
- ▶ «Opération présaison des pluies» : n'importe quoi !

DANS LE MONDE :

Pages 9-10 :

Ils nous mènent à la guerre, il faut leur arracher la direction de la société

Pages 11 Sénégal :

Ce ne sont pas les menaces et les bonnes paroles qui arrêteront la migration !

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO

BP 20029

93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

NOUS SOMMES TOUS DE LA «CHIENLIT» !

Kobénan Adjoumani, ministre de son état et porte-parole du Rhdp, a déclaré : «*nous n'allons pas laisser la chienlit s'installer dans notre pays* », en parlant des enseignants grévistes qui réclament une «*prime d'incitation*».

Ce que réclament ces enseignants est très loin de ce qu'il serait nécessaire pour faire face à la cherté de la vie et aux salaires qui ne suivent pas les augmentations de prix. Mais le simple fait qu'ils se mobilisent pour revendiquer quelque chose a suffi pour déclencher un flot d'insultes de ce ministre. Il est évident que son gouvernement a peur que l'envie de se battre pour l'amélioration de nos conditions d'existence fasse tache d'huile sur d'autres salariés du public et du privé. En effet, lorsque les travailleurs entreront massivement en lutte, ils ne se contenteront pas de revendiquer des miettes, ils seront alors plus forts et seront capables d'imposer plus de choses que les enseignants qui se battent seuls. On verra alors si ce ministre grassement payé tiendra le même langage !

Aujourd'hui, tous les travailleurs subissent de plein fouet le coût de la vie qui ne cesse de grimper alors que les salaires déjà trop bas restent bloqués. Nos conditions de travail se dégradent, le travail devient de plus en plus précaire et le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter. Partout le patronat est à l'offensive et écrase littéralement la classe ouvrière comme de la chair à exploiter qui n'a le droit que de fermer sa bouche.

Ainsi, dans l'entreprise Eviosys-Siem à Marcory, un travailleur journalier qui a plus de dix ans d'ancienneté est payé à 5000 Fr la journée en tant que responsable du magasin de stockage. Depuis dix ans il n'a jamais bénéficié d'un seul jour de congé payé et c'est lui que le patron accuse aujourd'hui de voleur ! Elle est là la « justice » des riches !

Dans cette même usine, il y a une vingtaine de jours, les travailleurs de la sous-traitance dont certains ont plus de vingt ans d'ancienneté, ont tous été renvoyés du jour au lendemain, sans préavis. Le bruit court que la direction compte leur proposer individuellement un contrat de six mois. Avec autant d'années d'ancienneté, elle ose présenter cette proposition comme une faveur ? Comment qualifier cela ?

Chez Nasco, dans la zone industrielle de Yopougon, les travailleurs sont payés à 3500 Fr la journée pour charger

des camions de frigos. Ils se cassent le dos à longueur de journée pour une misère. Ce n'est pas de l'esclavage ça ?

Chez Gandour, dans la même zone industrielle de Yopougon, la direction vient d'établir une nouvelle règle : un travailleur n'a dorénavant le droit qu'à deux contrats de 11 mois, après quoi il peut aller se faire exploiter ailleurs ! Dans cette usine, des travailleurs manipulent des produits chimiques nocifs sans même être informés de la nature du produit, ni de sa dangerosité.

Chez Nutri, toujours dans la zone industrielle de Yopougon, les travailleurs sont réduits à implorer du travail y compris le dimanche, en espérant se faire payer en espèce et sur le champ.

Chez Filtisac, sur la route d'Abobo, des travailleurs ont été exploités durant des dizaines d'années. Certains sont presque arrivés à l'âge du départ à la retraite. Après tant d'années de travail, on les oblige maintenant à demander la permission d'aller aux toilettes ! Même aux prisonniers, on ne ferait pas ça ! De leur côté, les couturières sont contraintes à effectuer un rendement toujours plus élevé. Celles qui n'arrivent plus à suivre sont poussées vers la porte de sortie. C'est de cette façon que la direction renouvelle ses effectifs pour avoir du sang neuf ! Des caméras en nombre ont été installées dans les zones de production ; les images sont retransmises en direct sur les téléphones portables des directeurs qui peuvent ainsi suivre la production y compris de chez eux, depuis leur lit !

Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, la situation des travailleurs n'est pas meilleure. Ainsi, par exemple, à Cico, un chantier au PK 24, le patron a

fermé le chantier parce que les travailleurs ont osé réclamer une partie de leur dû.

Chez Bori-Group, à Marcory, une ouvrière du service de nettoyage travaillait 6 jours sur 7. Mais pour avoir manqué un jour de travail pour cause de maladie et après avoir prévenu ses chefs, on lui a coupé son salaire. Lorsqu'elle a osé demander le paiement de sa journée de maladie, elle a été renvoyée comme une malpropre. Cela faisait deux ans que le patron lui volait un jour par semaine et il a fallu qu'elle prenne un jour de maladie pour être traitée de la sorte.

À Acc-Abata, des travailleurs sont payés à 3300 Fr la journée. Vu leur mécontentement, le patron a ajouté 50 Fr sur le salaire horaire, c'est une provocation !

Ces quelques exemples suffisent pour dire que la situation actuelle des travailleurs à Abidjan est catastrophique. À ces attaques patronales au sein des entreprises, il faut ajouter les autres attaques subies par les familles ouvrières dans leur lieu d'habitation : destruction de leurs quartiers, chasse aux petits commerçants qui essaient de survivre en vendant de petites choses sur le bord du trottoir, chasse aux marchands ambulants, etc.

Alors oui, tôt ou tard il y aura une petite étincelle qui mettra le feu aux poudres et la colère longtemps étouffée finira par exploser à la figure des capitalistes mais aussi à celle du gouvernement qui assure le maintien de cet ordre profondément injuste et révoltant. Ceux que le gouvernement traite aujourd'hui de « *chienlit* » lui montreront qui sont les vraies pourritures et les vrais responsables de leurs misères.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

Le quotidien des travailleurs

GRÈVE DES ENSEIGNANTS : LA LUTTE CONTINUE !



Dirigeants des intersyndicales IS-MENA/METFPA en grève dans l'enseignement public.

Les enseignants du secondaire, du primaire et du technique viennent d'observer deux jours de grève les 3 et 4 Avril. Depuis plusieurs mois, ces enseignants sont engagés dans un bras de fer avec le gouvernement pour réclamer entre autres une prime trimestrielle, de meilleures conditions de travail et la liberté syndicale.

En Octobre dernier, ils avaient observé une grève très suivie de trois jours et avaient entraîné dans leur lutte des agents de santé, ainsi que certains enseignants du privé. Le gouvernement, plutôt de chercher à régler ce problème, avait alors opté pour la

répression des grévistes en qualifiant leur grève d'illégale. Il a multiplié les menaces, cherché à diviser le mouvement et déployé des forces de l'ordre pour mater les grévistes. Des ponctions ont été effectuées sur le salaire des grévistes et certains prétendus meneurs avaient même été menacés de radiation de la fonction publique. Récemment au mois de mars, 33 enseignants ont été arrêtés et jetés en prison alors qu'ils se rendaient simplement à une réunion syndicale.

Comme on peut le constater une fois de plus, patronat et gouvernement ont la même attitude lorsque que les travailleurs essaient de lever le petit doigt pour réclamer leur droit à une vie meilleure. Mais les manœuvres du gouvernement n'ont pas réussi à entamer la détermination des enseignants. Leur mouvement a été largement suivi malgré toutes les embûches déployées par les autorités publiques. Cela pourrait servir de détonateur et d'encouragement pour les luttes à venir.

FILTISAC : DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL



Filtisac est une entreprise de tissage de sacs en jute et en polypropylène. La proportion de travailleurs journaliers ne cesse de grimper au fil des années. Inversement, les salaires et les conditions de travail ne cessent de dégringoler. De nombreux travailleurs sont payés à la pièce. Quant à ceux qui sont embauchés, une grande partie de leur sa-

laire est payé sous forme de prime à la production, donc aléatoire.

Voilà que la direction voudrait maintenant instaurer un salaire modulable proportionnellement au temps effectivement passé sur le poste de travail. En clair, cela veut dire qu'en cas de panne de machine ou de rupture de matière première, il y aura une pénalisation sur le salaire de l'ouvrier comme s'il était responsable de ces défaillances. En plus de cet abus patronal, la direction a enfoncé le clou en annonçant que dorénavant toute absence «*non justifiée*» sera pénalisée de 8 jours de mise-à-pied ! Bientôt, pour avoir oublié de dire merci au patron pour autant de gentillesse à notre égard, on sera peut-être fusillé sur le champ !

TÉMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR : QUEL EST NOTRE AVENIR ?

Il s'agit d'un accidenté de travail qui vit à Arrah et qui ne peut plus travailler. Il ne peut que compter maintenant sur sa femme qui se démène pour rapporter de quoi manger. Après avoir travaillé durement pour enrichir des patrons, voilà à quoi il est réduit aujourd'hui.

Tout récemment, il a eu la visite d'une ministre et celle-ci l'a inscrit sur la liste des bénéficiaires des « filets sociaux » pour qu'il puisse toucher une somme de 36.000 francs par trimestre durant trois ans. La ministre lui a aussi fait don de quelques vivres mais loin d'être une action désintéressée, c'est plutôt quelque chose de bien calculée en cette période de campagne électorale. Elle fait partie du camp des exploités mais comme elle a besoin de nos voix, elle fait ici et là quelques gestes démagogiques qui ne lui coûtent rien.

Nous sommes nombreux, nous autres qui

travaillons d'une entreprise à une autre sans être embauchés, qui n'ont aucun espoir de percevoir un jour une pension de retraite car nous ne sommes pas inscrits à la CNPS. Seuls les rares ouvriers embauchés qui parviennent à l'âge de la retraite perçoivent une maigre pension qui ne permet pas de vivre.

Même quand nous avons du travail, nous n'arrivons pas à joindre les deux bouts. Comment allons-nous vivre quand nous n'aurons plus la force de travailler ? C'est pourtant nous les travailleurs qui produisons les richesses mais nous n'en profitons jamais. Quand on regarde le train de vie des exploités et des exploités, c'est le jour et la nuit.

C'est ainsi que fonctionne cette société capitaliste et elle ne changera que quand tous les exploités se donneront la main pour la renverser.

BELYTA : LES TRAVAILLEURS S'ORGANISENT POUR REPRENDRE LA LUTTE

Belyta est une entreprise située dans la zone industrielle de Pk24 près du complexe industriel café-cacao. Elle existe depuis plus de deux ans et fabrique des assiettes cassables.

Les travailleurs de cette entreprise au nombre d'une centaine ont fait une grève pendant deux jours pour dénoncer les mauvaises conditions de travail. En effet, ils sont payés à la pièce. Ainsi, pour une assiette produite, le tarif est de 3,8 Fr ou 4 Fr selon la taille. Il faut produire mille assiettes pour avoir un salaire de 4 000 Fr. et il faut travailler au moins 11 à 12 heures par jour.

Le travail consiste entre autre à faire cuire ces assiettes dans des fours à plus de 200 degrés, sans aucune protection. On respire à longueur de journée l'odeur toxique des produits chimiques. La direction, de manière cynique, demande aux travailleurs de faire attention pendant la manipulation de ces produits sans pour autant donner des

moyens de protection. Certains travailleurs tombent malades et crachent du sang. Malgré cela, ils sont tenus de venir tous les jours pour ne pas se retrouver à la porte. En cas de maladie, la direction demande aux travailleurs de rester simplement à la maison et souvent, quand l'absence dure, cela peut aboutir à un renvoi.

Pendant le travail, si une assiette se brise, la sanction est immédiate avec une réduction sur le salaire. Et pourtant, les débris sont récupérés pour être recyclés afin de produire de nouvelles assiettes.

Ce sont toutes ces conditions de travail inacceptables qui ont poussé ces ouvriers à marquer un arrêt de travail le vendredi 27 mars. Toutes les machines ont été arrêtées mais la direction n'a pas cédé. Elle a plutôt menacé de renvoyer ceux qui n'acceptaient pas de se plier à ses conditions. Les travailleurs ont aussitôt tenu une assemblée, ils ont compris que les deux jours de grève n'ont pas été suffisants pour faire reculer

le patron. Ils ont décidé de reprendre le travail sans pour autant être démoralisés. Ils se sont dit que la prochaine fois ils

s'organiseront mieux pour être plus forts que le patron.

CICO, CHANTIER PK24 : LA MOBILISATION CONTINUE !

Les travailleurs de Cico, qui est une entreprise dans le BTP, ont marqué un arrêt de travail le mardi 18 mars pour dénoncer la roublardise de la direction.

En novembre 2024, les travailleurs avaient présenté une liste de revendications à la direction de l'entreprise. Lors de la première rencontre qui a eu lieu en décembre, le patron avait promis de faire le point sur tout ce qu'il devait aux travailleurs et qu'il reviendrait sur cette question en janvier 2025 mais il n'a pas tenu parole.

Un nouveau rendez-vous a été pris pour le 17 mars à l'inspection du travail. Le patron n'est pas venu et le lendemain, les travailleurs ont bloqué le chantier, ils ont demandé aux autres travailleurs des entreprises de sous-traitance de se joindre à eux.

Quand le mouvement est devenu général, la direction a fait appel à la gendarmerie d'Anyama. Les travailleurs sont restés déterminés face aux forces de l'ordre. Ils ont exigé et obtenu un nouveau rendez-vous avec la direction pour le 25 mars.

Le jour dit, les travailleurs ont repris leur mouvement devant le chantier. C'était un jour où un ministre devait venir visiter le chantier. Le patron a du coup promis de satisfaire une grande partie des revendications des travailleurs afin que ceux-ci débarrassent vite le plancher avant la visite du ministre.

Les travailleurs continuent de veiller au grain car ils savent que les promesses d'un patron ne valent guère plus que les promesses d'un ivrogne et qu'ils ont tout intérêt à maintenir la pression !

Leur société

NE PAS SE LAISSER PRENDRE AU PIÈGE DES POLITICIENS ASSOIFFÉS DE POUVOIR

À chaque fois qu'une élection importante approche, c'est la même scène qui se répète : on voit des dirigeants politiques minables, ceux au pouvoir comme ceux dans l'opposition, prêts à tous les coups, y compris les plus ignobles, pour accéder ou pour s'accrocher à la marmite bien remplie.

Inutile de chercher lequel d'entre eux dit vrai quand l'un accuse l'autre de falsifier la liste électorale et d'avoir ajouté « *six millions de faux électeurs* ». Tout cela est possible quand on sait de quoi tous ces gens-là sont capables pour parvenir à leurs fins : propager toutes sortes de mensonges, des discours à caractère ethnique, xénophobe, nationaliste ou religieux. Peu leur importe que leurs paroles empoisonnées entraînent des violences et des tueries. Ce ne sont pas eux, au sommet des appareils politiques, qui porteront les machettes mais leurs mi-

lices sanguinaires et ceux qui les suivront aveuglement. On a déjà vécu cela lors des précédentes batailles pour le pouvoir entre clans rivaux.

Dans ce genre de bagarres, ce sont toujours les pauvres qui paient le prix fort car c'est dans les quartiers pauvres que les machettes et les couteaux sortent. Quant aux dirigeants qui donnent les ordres et aux riches capitalistes dont ils servent les intérêts, eux ils sont bien protégés dans leurs beaux quartiers et ont les moyens d'échapper au déferlement de violence qu'ils provoquent ou attisent. Après avoir fait couler le sang des pauvres, ils vont s'autoamnistier, se réconcilier et se faire de grandes accolades en levant ensemble leur verre de champagne pendant que les pauvres compteront leurs morts et leurs blessés. Quel que soit le camp victorieux, le

patronat continuera de plus belle à exploiter les travailleurs.

Il n'est donc pas étonnant que le climat actuel de compétition en vue de la prochaine élection présidentielle soit ressenti plus comme une source d'inquiétude que d'emballement dans le milieu des travailleurs. Ils n'aiment pas trop en parler entre eux, même si les journaux, la télé, la radio et les réseaux sociaux abondent sur ce sujet depuis quelques temps déjà. On peut comprendre le travailleur qui dit à son collègue de travail : « *Djo, laisse ça, c'est pas pour nous, il faut avancer* ». Nous avons en effet bien de raisons de nous méfier de ces politiciens sans scrupule et assoiffés de pouvoir qui ne manqueront pas de nous promettre

monts et merveilles pour entraîner les moins conscients d'entre nous dans leur sillage nauséabond.

Qui seront les candidats autorisés à se présenter à l'élection présidentielle d'octobre prochain ? Il n'y a aucune illusion à se faire car dans tous les cas le vainqueur sera un ennemi des travailleurs, un dictateur au service des intérêts des riches. Tout le reste n'est que bavardage et tromperie. Nous pouvons donc nous dire entre travailleurs : « *Djo, restons sur nos gardes, ne les laissons pas diffuser leurs poisons et venir nous diviser sur nos lieux de travail et dans nos quartiers. C'est nous-mêmes qui seront les premières victimes de ces divisions* » !

CORRUPTION DANS L'ACHAT ET L'ATTRIBUTION DES TERRAINS À ABIDJAN

Au début du mois de février, une dame qui a été dépossédée abusivement de son terrain situé à Angré Djorogobité a lancé un appel sur les réseaux sociaux pour qu'on l'aide à le récupérer. Elle était en conflit avec un certain monsieur Komé Bakary et ses démarches auprès des autorités administratives ne semblaient avoir aucun effet.

Peu de temps après, d'autres victimes se sont fait connaître et ont formé un collectif. Du coup, cette affaire a pris de l'ampleur à tel point qu'un député-journaliste s'en est saisi pour mener ses propres investigations. Il a découvert au sein même du ministère de la Construction, un réseau de faussaires qui a mis en place une filière parallèle d'attribution de terrains. Ainsi, grâce à cette filière mafieuse, le fameux Komé Bakary a pu se procurer de faux documents du ministère de la Justice et du ministère de la Construction pour exproprier frauduleusement 272 personnes à Djorogobité depuis 8 ans.

Cette affaire qui a fait le tour des réseaux sociaux n'est probablement que la partie visible de l'iceberg. Les grandes affaires de ce genre ont lieu dans la haute sphère de l'État et sont rarement dévoilées. Une d'entre elle a eu lieu sous la présidence de

Bédié lors de la construction de la voie du 3ème pont. Les hauts dignitaires de l'État se sont gavés dans une spéculation foncière qui a coûté cher à l'État car celui-ci a dû décaisser des sommes faramineuses pour indemniser ceux qui ont accaparé pour une bouchée de pain les terrains où devait passer la voie menant au pont. Il s'agit des gens du pouvoir et de leurs proches qui étaient au courant du projet. Les spéculateurs ont encaissé tant d'argent que le coût au kilomètre construit a parait-il battu tous les records !

De grands projets de ce genre ne manquent pas. Ainsi certains politiciens et hommes d'affaires, connaissant les plans d'aménagement et d'extension de la ville d'Abidjan, profitent de cet avantage pour acheter à très bas prix des terrains auprès des villageois Ebriés en sachant que leurs prix vont monter en flèche assez rapidement. C'était le cas, par exemple d'un certain Don Mello, directeur générale du Bnetd (Bureau National d'Études Techniques et Développement) qui s'était approprié d'immenses terrains sur lesquels il a fait construire deux énormes cités résidentielles qui lui ont rapporté d'énormes profits en un clin d'œil. Il était bien placé à la source pour se saisir de la bonne affaire.

En fait, il n'y a rien de nouveau sous le soleil du capitalisme. C'est le règne du profit, du vol, du pillage et du parasitisme. La spé-

culaton et la corruption font parties de son fonctionnement et elles dureront tant que le système capitaliste durera.

UNE JUSTICE DE CLASSE

La presse a fait cas récemment de la situation d'un ouvrier qui a été condamné à 15 jours de prison ferme, 10 ans de privation des droits et 100 000 F d'amende. Et tout ça parce que son patron l'accuse d'avoir volé un pack de six sucreries !

Cette justice se montre intraitable et prompte à condamner lorsqu'il s'agit des travailleurs et des pauvres mais elle est plutôt clémentine envers les riches et les exploités !

MADAME LA MINISTRE CHERCHE DES SYNDICATS-MAISON

À l'occasion de la récente grève des enseignants, la ministre de la Fonction publique Anne Ouloto, y est allée de son couplet en déclarant qu'elle « *souhaite travailler* » uniquement avec des « *syndicats vrais* », sous-entendu les syndicats proches du pouvoir et avec qui elle peut trouver plus faci-

lement un terrain d'entente. Mais elle oublie que ce qui compte ce n'est pas ce qu'elle souhaite du haut de son fauteuil ministériel bien douillet mais la volonté et la force des grévistes qui luttent pour l'amélioration de leurs conditions d'existence.

ENCORE UNE « MESURE » POUR AMUSER LA GALERIE !

Le 10 mars dernier, les autorités ont annoncé dans les médias qu'il y aurait une opération de soldes dans plusieurs grands magasins de la ville d'Abidjan. Les prix de certains articles dans ces magasins devraient baisser selon eux de 20 à 80% et que cette opération allait avoir un « grand impact sur le coût de la vie pour les populations ». Sauf que la plupart de ces magasins concernés se situent dans les quartiers huppés où les travailleurs et les populations pauvres ne vont pas faire leurs courses. De plus,

cela ne concernait pas les produits de première nécessité comme le riz, l'huile, le sucre et autres. Autant dire que c'était une arnaque.

Si nous voulons obtenir quelque chose pour améliorer nos conditions d'existence, nous n'avons rien à attendre des opérations publicitaires du gouvernement. Nous ne pouvons compter que sur notre force collective pour imposer nos besoins vitaux.

LE GOUVERNEMENT FAIT DU CINÉMA !

Accompagnée d'un détachement de la CCDO et d'une brigade spéciale de la gendarmerie, la « *Brigade de Contrôle rapide* » du ministère du Commerce a fait une descente au marché Bagnon à Yopougon. Elle a saisi les stocks de viande de 3 bouchers et distribué des amendes à d'autres au motif que les prix pratiqués ne sont pas conformes à ceux homologués par l'État.

C'est une opération purement médiatique pour faire croire que le gouvernement lutte contre la vie chère. Mais ce n'est pas le petit boucher ni le petit commerçant du quartier qui sont responsables de la vie chère ! Eux, ils achètent leurs produits auprès des importateurs et des usines qui imposent des prix élevés qu'ils sont obligés de répercuter sur leur clientèle.

Le gouvernement est fidèle à sa politique : mettre les petites gens les uns contre les autres pour épargner les véritables responsables de la vie chère.

La première cause de la vie chère c'est nos

bas salaires. Il faut d'abord les augmenter de manière conséquente pour que nous puissions mener une vie décente. Ensuite il faut que chaque augmentation de prix entraîne automatiquement une augmentation de nos salaires.

«OPÉRATION PRÉ-SAISON DES PLUIES» : N'IMPORTE QUOI !

L'Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD) lance ce qu'il nomme «opération présaison des pluies». Celle-ci consisterait à faire des curages et entretenir les ouvrages de drainage.

Curer les points de drainage, certes, mais mettre à la disposition des populations des points de collecte d'ordures, procéder régu-

lièrement à leur enlèvement, ce serait le minimum pour commencer à régler quelque chose !

De plus, dans nos quartiers pauvres, il n'existe même pas de caniveaux ou de points de drainage d'eau. Alors, parler de curage dans ces conditions ce serait mettre la charrue avant les bœufs.

Dans le monde

ILS NOUS MÈNENT À LA GUERRE, IL FAUT LEUR ARRACHER LA DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ
(Nous publions ci-dessous l'éditorial publié le 07/04/2025 en France par de nos camarades de Lutte Ouvrière.)



Trump et Netanyahu, le 4 février 2024.
(Photo Leah Millis / Reuters)

«Notre pays a été dépouillé, volé, violé, dépecé par des nations proches et lointaines, amies et ennemies ». C'est par ces mots que Trump a déclaré la guerre commerciale au monde entier en annonçant une nouvelle hausse, brutale et massive, des taxes douanières américaines.

« Notre pays sera entièrement différent. Ce sera fantastique pour les ouvriers et pour tout le monde », a-t-il ajouté. Dans l'immédiat, c'est à un fantastique flambé des prix que les ouvriers vont devoir faire face ! Les automobiles fabriquées à l'étranger se vendront 6 000 à 10 000 dol-

lars de plus, par exemple. Il en ira ainsi pour de nombreuses marchandises car les importations ne peuvent pas toutes être remplacées par des fabrications locales.

À l'inflation s'ajoutera peut-être un krach financier, car toutes les Bourses chutent depuis cette annonce. Pour les travailleurs américains dont la retraite dépend des cours boursiers, cela peut devenir une catastrophe.

L'économie des États-Unis est tellement imbriquée avec le reste du monde que nombre d'entreprises américaines seront frappées par ces taxes. Ce sera le cas de Nike, Apple, Dell, qui fabriquent leurs produits en Asie, ou encore de Ford et de General Motors, qui ont des usines d'assemblage et beaucoup de sous-traitants au Mexique ou au Canada.

Des experts économiques estiment que Trump nous a fait entrer dans « l'ère du n'importe quoi économique ». S'il ne s'agissait que de Trump et de sa mégalomanie, les choses seraient plus simples, car il

n'est pas éternel et il n'occupera pas indéfiniment la Maison Blanche. Le problème est plus profond. Il vient du système capitaliste lui-même qui est dans l'impasse et voit ses contradictions exploser.

Les capitalistes américains ont beau être les plus riches du monde, avoir accumulé des capitaux à un niveau inédit, ils se heurtent aux limites des marchés solvables.

Les milliards de capitaux accumulés entre les mains de cette grande bourgeoisie doivent trouver où s'investir pour faire un maximum de profit. Pour cela, elle doit pouvoir étendre, exploiter, dominer et piller le monde entier. Elle doit, en permanence, neutraliser, voire mater ses concurrents, pour assurer ses débouchés et son approvisionnement en matières premières, en énergie, en terres rares.

C'est une nécessité pour tous les capitalistes de la planète et ils peuvent, chacun de leur côté, compter sur leur État national et ses dirigeants pour s'y atteler. Quand Trump parle d'annexer le Canada ou le Groenland, ce ne sont pas que des rodomontades. Il y a là de vrais enjeux : les minerais, les hydrocarbures et les routes commerciales dans l'Arctique.

Plus le capitalisme vieillit, plus les débouchés sont saturés, plus les capitalistes de la planète se marchent sur les pieds, et plus les dirigeants de la bourgeoisie se montrent agressifs, cyniques et prêts à tout pour assouvir leur soif de domination.

Trump incarne cette évolution. Sa politique a une logique, celle de l'impérialisme américain.

En augmentant les taxes douanières, il a sorti le gros bâton et veut tordre le bras à ses concurrents. Des négociations vont suivre, pays par pays, voire entreprise par entreprise, pour obtenir des baisses et des dérogations. Mais il a bel et bien accéléré la poussée de fièvre protectionniste dont personne ne peut encore mesurer toutes les conséquences.

Ce qui est sûr, c'est que le protectionnisme n'arrête pas la guerre commerciale, il l'intensifie. Dans les années 1930, l'escalade des droits de douane avait précipité l'effondrement du commerce mondial et plongé le monde capitaliste dans la Grande Dépression, ce qui allait mener l'humanité à la Seconde Guerre mondiale.

Alors, oui, il y a de quoi être inquiet. Ici, on nous dit qu'il faut riposter, que l'Union européenne va prendre à son tour des mesures protectionnistes contre les États-Unis, après celles adoptées contre la Chine il y a quelques mois. Étant donné les divisions de l'Union européenne, cela reste à voir.

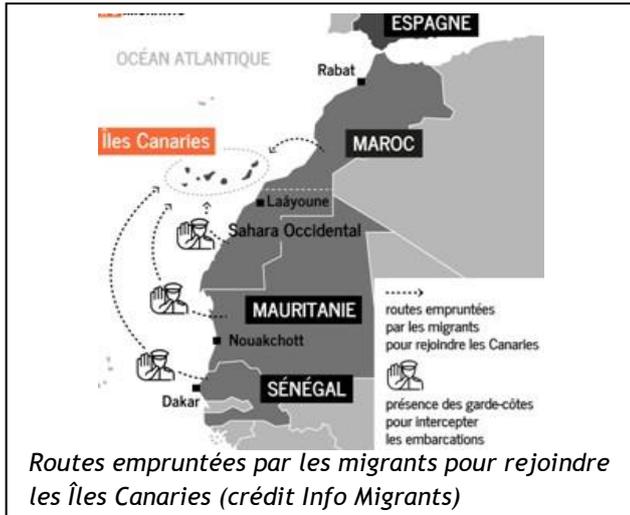
En tant que travailleurs, nous avons tout à perdre dans cette escalade. Si nos dirigeants se battent, ce ne sera pas pour défendre nos emplois, mais pour défendre les profits et les intérêts de la bourgeoisie, comme le font Trump et ses amis milliardaires aux États-Unis.

Les capitalistes s'affrontent pour se partager le gâteau. Ils se préparent même à faire la guerre. Mais ils sont unis pour exploiter et vivre sur le dos des travailleurs du monde entier. Eh bien, c'est en s'appuyant sur la force internationale des travailleurs qu'il sera possible de leur arracher la direction de la société et de les empêcher de nous mener dans le mur.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

SÉNÉGAL :

CE NE SONT PAS LES MENACES ET LES BONNES PAROLES QUI ARRÊTERONT LA MIGRATION



Le 14 mars dernier, les autorités sénégalaises ont intercepté une pirogue transportant plus de 300 migrants partant vers les îles Canaries. Les personnes interpellées venaient de plusieurs pays : Guinée, Gambie, Côte d'Ivoire, Sierra Leone ainsi que du Sénégal. Parmi les passagers, il y avait des femmes et des enfants. Cela s'ajoute à une centaine d'autres personnes interpellées quelques jours plus tôt.

À cause du fait qu'il devient de plus en plus difficile de partir des pays de la côte méditerranéenne, le Sénégal est devenu un point de départ majeur de la migration clandestine. Mais la traversée par l'océan Atlantique est beaucoup plus longue et plus dangereuse que celle de la Méditerranée, surtout lorsqu'il s'agit de petites embarcations surchargées et inadaptées à ce genre de transport. Cependant, le nombre de candidats au départ ne cesse d'augmenter malgré le renforcement des mesures de surveillance et de répression.

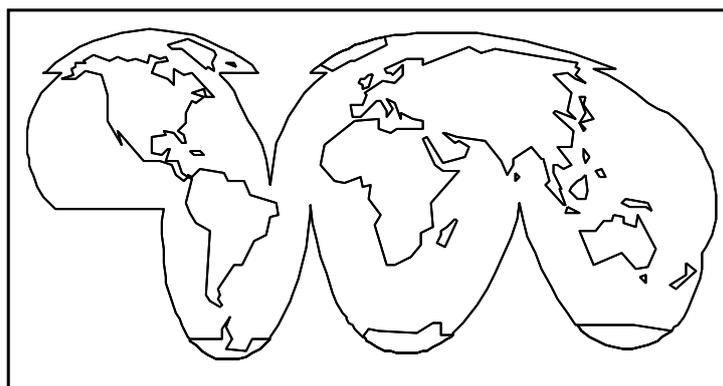
D'après l'agence Frontex (agence européenne chargée de la surveillance des frontières de l'Union Européenne) près de 47 000 personnes ont tenté de rejoindre l'Europe par la mer depuis les côtes ouest-africaines, soit 18% de plus qu'en 2023. Plus de 10 400 migrants sont morts ou ont disparu en mer en 2024 selon l'ONG Caminando Fronteras.

Nombreux sont les candidats à la migration qui disent qu'ils sont prêts à prendre le risque de mourir en mer plutôt que de mourir à petit feu en restant au pays. Les États européens auront beau barricader leurs frontières et mettre des fils barbelés partout, ils n'arrêteront pas ceux qui sont prêts à mourir pour échapper à la misère qu'ils ne peuvent plus supporter.

L'année dernière, le président sénégalais Diomaye Faye a reçu le premier ministre espagnol et ce dernier a promis une aide financière à l'État sénégalais en échange d'un renforcement de la surveillance de ses côtes et de la répression de la migration clandestine, ce que Diomaye Faye a accepté. L'arrestation de 400 migrants en l'espace de quelques jours au mois de mars dernier s'inscrit dans le cadre de cet accord entre l'Espagne et le Sénégal.

Les dirigeants de ces deux pays ont parlé de «développement durable», des «actions de sensibilisation», de «coopération» et autres «liens d'amitié» mais la seule chose de concret que la population constate, c'est que la misère pousse toujours plus de jeunes et de moins jeunes à prendre la mer.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.